

## **ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société SAMOG – LE CROTOY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 512-74 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 6 novembre 2018 à la société SAMOG, dont le siège social est situé ZI, rue du Manoir à Blangy-sur-Bresle (76 340), pour l'exploitation de la carrière de sable, de graviers et de galets située Chemin de la Barre Mer sur la commune du Crotoy ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 actant le changement d'exploitant pour les parcelles AK49pp, CV8pp, AZ19, AZ20, AZ146pp et AZ174 situées sur la commune du Crotoy, précédemment exploitées par la société « Oscar Savreux », au profit de la société « SAMOG » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) par courriel du 21 décembre 2022 relatif à une modification du périmètre installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant au préfet de la Somme par courriel du 12 avril 2023 relatif à la mise en place d'une unité de production énergétique solaire ;
- Vu** le rapport de visite d'inspection du 15 mars 2023 de l'inspection des installations classées portant sur la cessation d'activité partielle sur une partie de la parcelle AZ23 ;

- Vu** le rapport et les propositions du 29 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 7 mai 2025 réceptionné le 19 mai 2025 ;
- Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société SAMOG est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur la commune du Crotoy, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2018 susvisé ;
2. la visite de l'inspection des installations classées du 15 mars 2023 sur la mise en sécurité du site, et notamment la parcelle AZ23 ;
3. la réversibilité des installations de production énergétique prévus au dossier de porter-à-connaissance du 12 avril 2023 qui ne modifie pas la remise en état du site ;
4. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
5. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2018 susvisé autorisant la société SAMOG, dont le siège social est situé ZI, rue du Manoir à Blangy-sur-Bresle (76 340), à exploiter des installations situées Chemin de la Barre Mer au Crotoy, sont modifiées et complétées par les articles ci-dessous.

### **ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2018	Article 1.2.	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2018	Article 1.4.	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2018	Annexes 1, 2, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5	Supprimées et remplacées par les annexes 1, 2, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5 du présent arrêté

### **ARTICLE 3. – CLASSEMENT**

### ARTICLE 3. – CLASSEMENT

Au titre de la nomenclature des installations classées, l'autorisation porte sur l'exploitation des installations suivantes :

Libellé de la rubrique De la nomenclature	Nature de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS, A, E, D/C, NC (1)
Exploitation de carrière à l'exception de celles visées au 5 et 6	Carrière de sable, de graviers et de galets : <ul style="list-style-type: none"> <li>- surface autorisée de 45ha 71a 75ca,</li> <li>- surface d'extraction de 28ha 44a 44ca,</li> <li>- cote minimale -10m NGF (-9m NGF en moyenne),</li> <li>- capacité maximale d'extraction 400 000t/an</li> <li>- total de gisement : 6 200 000t</li> </ul> Remblaiement : 150 000t en moyenne par an pendant 20 ans avec une capacité maximale de 240 000t par an.	2510-1	A
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Zone de stockage de 3000 m <sup>2</sup> pour l'aire de dépôt transitoire des déchets inertes	2517	NC

Au titre de la loi sur l'eau, l'autorisation porte sur les installations suivantes :

Libellé de la rubrique De la nomenclature	Nature de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS, A, E, D/C, NC (1)
Sondage, forage, y compris essais de pompage, création de puits souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement des cours d'eau (Déclaration).	Mise en place d'un réseau de 4 piézomètres pour le suivi des eaux souterraines suite au remblayage.	1.1.1.0	D
Plans d'eau permanents ou non :  1- dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (Autorisation) ; 2- dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (Déclaration).	Superficie de 27ha 18 a 70ca autorisée par l'arrêté préfectoral du 8-7-1994 ramenée à une surface en eau finale comprise entre 25,5ha et 26,5ha.	3.2.3.0	A

- (1)
- AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique
- A : installations soumises à autorisation
- D : installations soumises à déclaration
- E : installations soumises à enregistrement
- C : installations soumises à contrôle périodique prévu à l'article L 512-11 du Code de l'Environnement
- NC : installations non classées

**ARTICLE 4. – PÉRIMÈTRE D'AUTORISATION ET D'EXTRACTION**

L'autorisation d'exploiter porte sur une surface d'autorisation de 45ha 71a 75ca et d'extraction de 28ha 44a 44ca, constituées par les parcelles suivantes :

Parcellaire		Superficie en m <sup>2</sup>		
Section	N° parcelle	Totale	Dans le périmètre d'autorisation	Dans le périmètre d'extraction
AY	322	5546	1940	0
	323	17712	17712	16812
	324	6824	6824	6824
	325	3493	3493	3493
	326	3544	3544	2184
	383	2469	2469	2309
	384	49	49	49
	385	2501	2501	2351
	387	7577	7577	5677
AZ	1	20387	20387	19292
	2	4319	4319	4169
	3	9247	9247	8977
	4	16967	16967	7140
	6	4016	4016	380
	7	6355	6355	500
	8	6789	6789	440
	9	5595	5595	0
	10	26696	26696	5800
	12	36172	36172	0
	26	962	962	882
	27	46344	46344	43584
	48	2603	2603	2443
	49	2368	2368	2248
	50	5187	5187	4902
	51	4361	4361	4114
	52	12368	12368	11688
	56	12518	12518	10118
	113	4751	4751	950
	115	3136	3136	770
	117	3777	3777	1000
	119	5928	5928	1300
	121	6263	6263	1300
	123	8157	8157	1750
	125	6880	6880	1500
	126	457	457	136
	127	23561	23561	5500
	129	17126	17126	8400

	130	141	141	141
	131	4552	4552	4552
	133	4976	4976	4976
	135	463	463	463
	137	5347	5347	5347
	139	20185	20185	20185
	141	5760	5760	5410
	143	6067	6067	5687
	145	7665	7665	7190
	146	57505	18505	18505
	148	8402	8402	6652
	149	1002	1002	1002
	159	1977	1977	77
	160	5288	5288	4320
	161	3837	2300	1780
	162	12	12	0
BA	4	5809	5809	0
CV	7	9325	9325	9175
Totaux m <sup>2</sup>		501 318	457 175	284 444

#### **ARTICLE 5. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie du Crotoy et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie du Crotoy pendant une durée minimum d'un mois ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune du Crotoy et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.



## **ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **ARTICLE 6. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le maire du Crotoy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAMOG.

Amiens, le 16 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

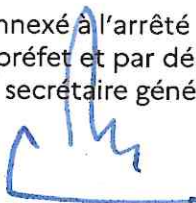


Emmanuel MOULARD

Annexe 1 : Plan de masse

Amiens, le 16 JUIN 2025

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD



Annexe 1 : Plan de masse



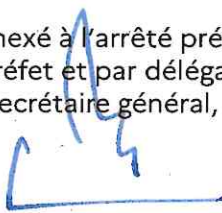


Annexe 2 : plans de phasage des travaux et de remise en état du site

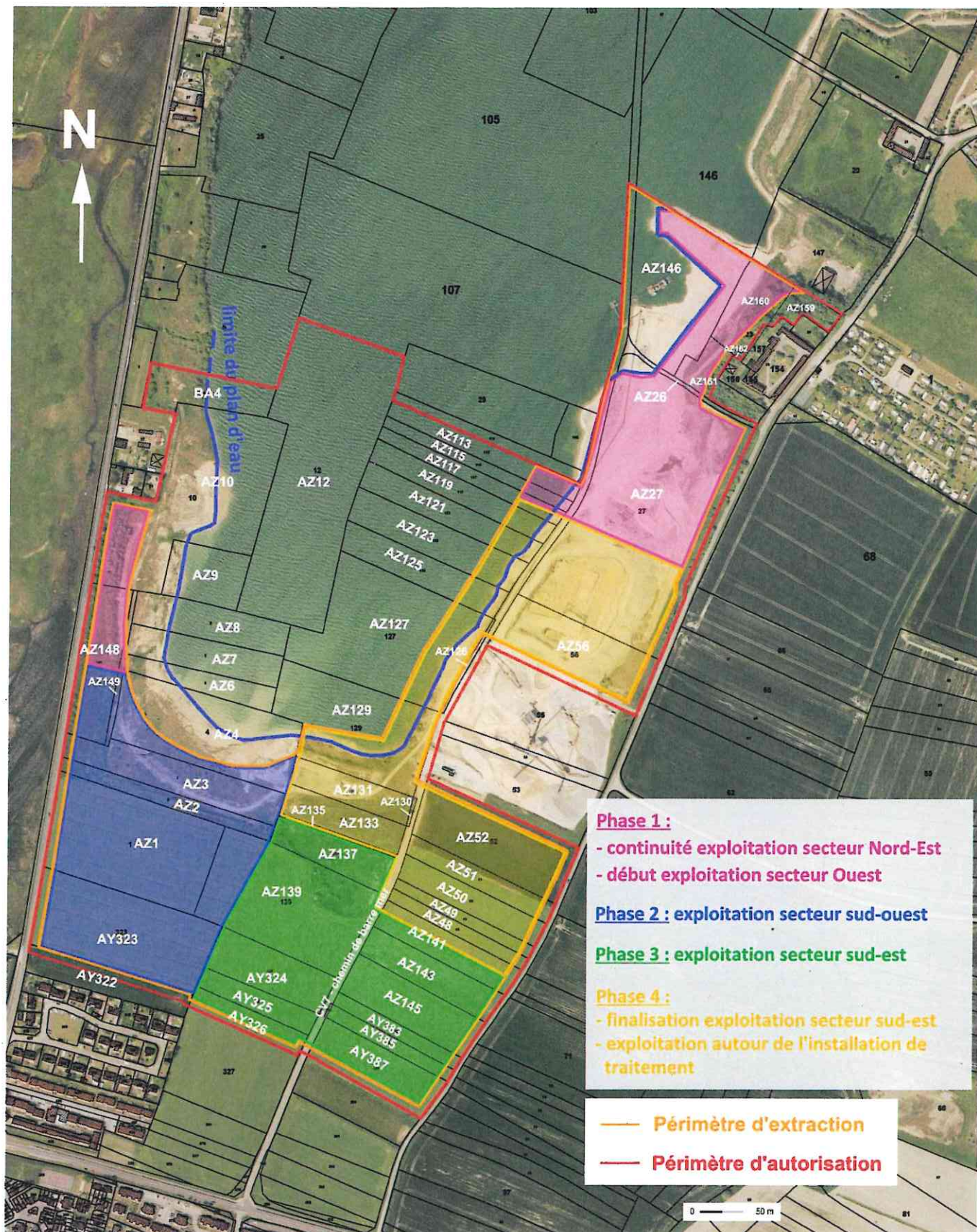
- Annexe 2.1 : première phase quinquennale
- Annexe 2.2 : deuxième phase quinquennale
- Annexe 2.3 : troisième phase quinquennale
- Annexe 2.4 : quatrième phase quinquennale
- Annexe 2.5 : cinquième phase quinquennale

Amiens, le 16 JUIN 2025

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

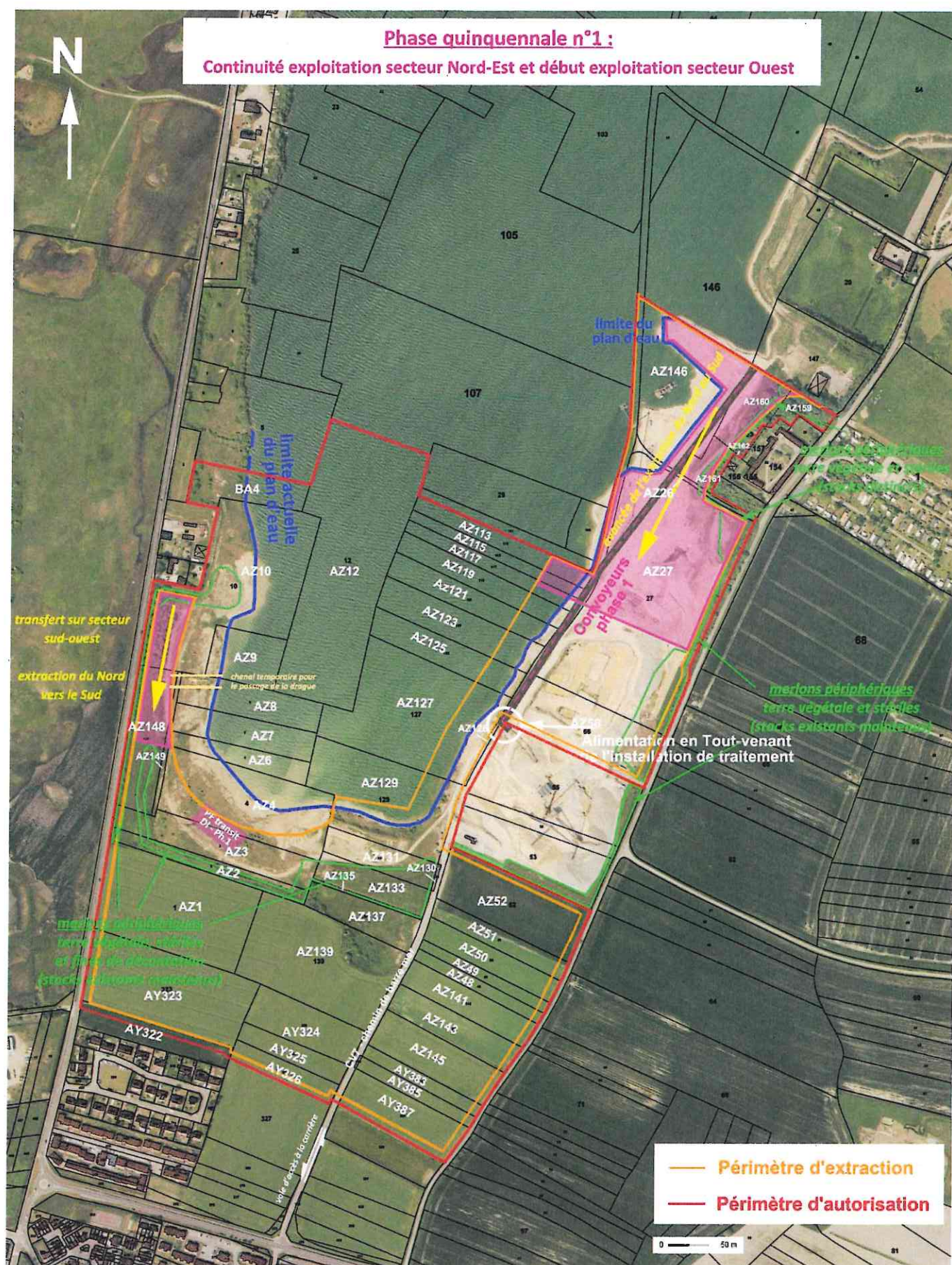


Emmanuel MOULARD

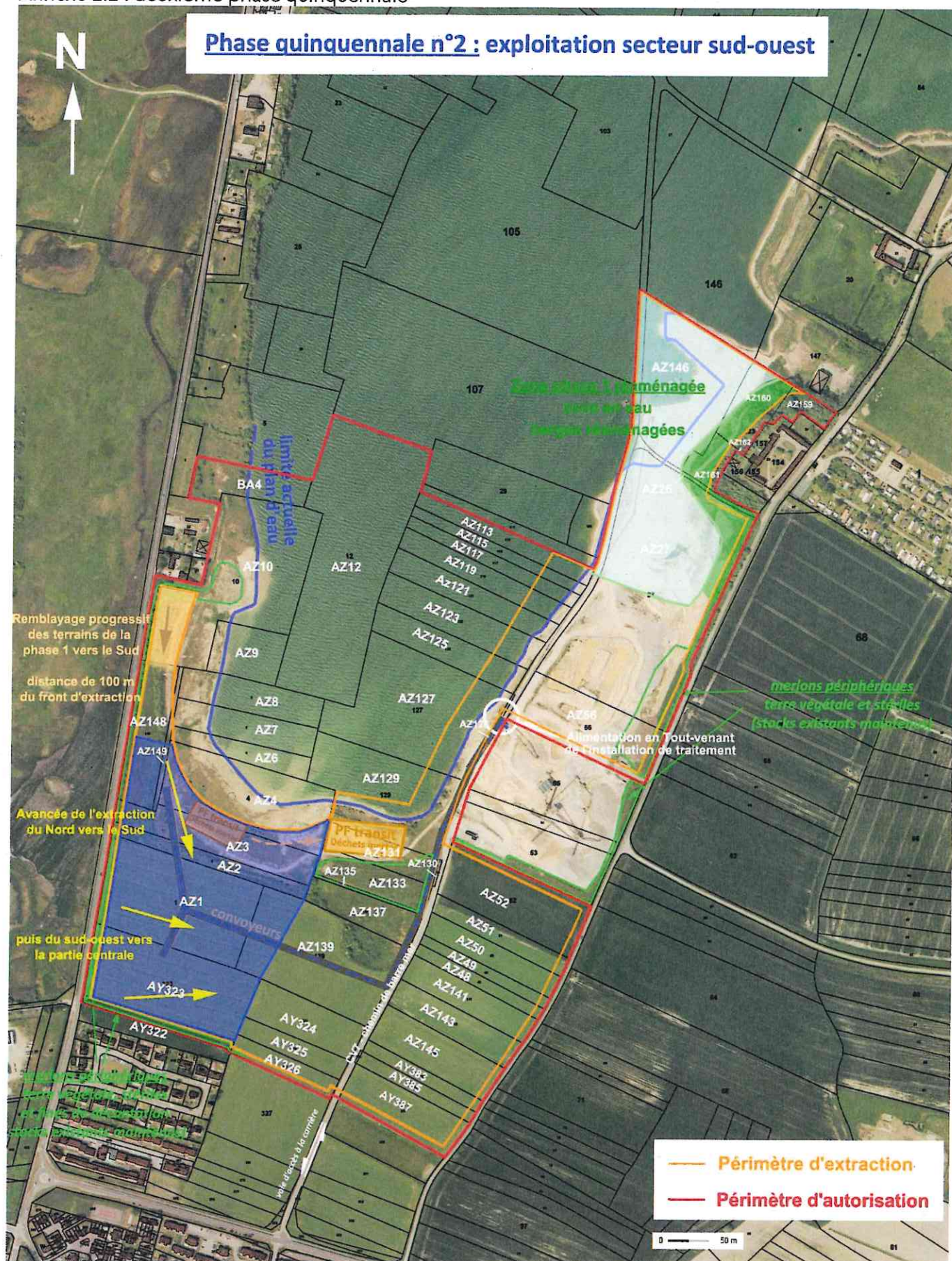




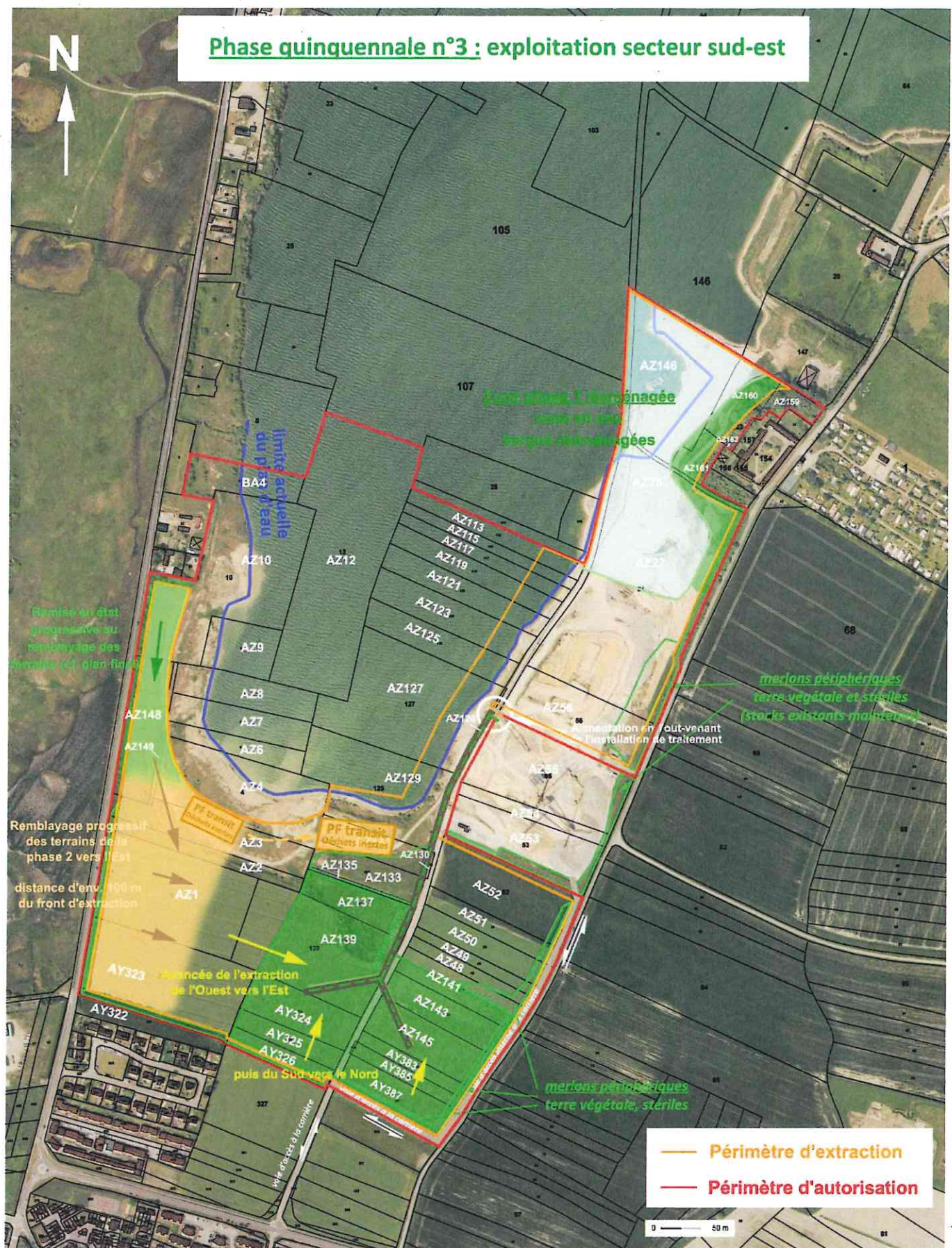
## Annexe 2.1 : première phase quinquennale













## Annexe 2.4 : quatrième phase quinquennale





Annexe 2.5 : cinquième phase quinquennale

